

Chronologie-Chypre

Période du 1er octobre 1996 au 27 février 1997

1-2 octobre: Visite à Nicosie du Premier ministre grec Costas Simitis à l'occasion de la fête nationale de la République de Chypre.

13 octobre: Les forces turques d'occupation à Chypre assassinent froidement un réfugié chypriote grec Petros Kakoullis près de la région d'Achna.

24 octobre: Résolution du Parlement européen condamnant le meurtre de P. Kakoullis et reiterant son soutien à la proposition chypriote de démilitarisation de l'île de Chypre.

15-16 décembre: Visite à Chypre de Malcom Rifkind, ministre des Affaires étrangères de Grande-Bretagne qui propose un plan en dix points comme base de règlement de l'affaire chypriote.

18 décembre: La Cour européenne des droits de l'homme rend son arrêt dans l'affaire Titina Loizidou contre la Turquie et constate la violation des droits de propriété des Chypriotes grecs ayant fui la zone nord.

23 décembre: Le Conseil de sécurité de l'ONU se prononce pour «des négociations directes sans durée limitée» en 1997 entre les deux communautés de l'île de Chypre.

10 janvier 1997: Protestation de la Turquie à l'encontre de la décision d'achat à la Russie par le gouvernement de la République de Chypre de missiles aériens de longue portée S-300.

20 janvier: Communiqué commun du Président de la Turquie Süleyman Demirel et du chef de la communauté chypriote turque Raouf Denktash qui estime que l'adhésion de Chypre à l'Union européenne ne peut avoir lieu qu'après la solution de la question chypriote.

6 février: Le Conseil national de la République de Chypre délibère sur les programmes d'achat d'armes projetés par le gouvernement. Le parti communiste AKEL et le parti des Démocrates unis de M. Vassiliou estiment, contrairement aux autres partis, que la hauteur des dépenses prévues dépasse les possibilités budgétaires du pays.

23 février: L'organisation d'extrême droite turque des Loups gris menace de pénétrer dans Varosha, une zone maintenue inhabitée dans la partie de Chypre sous contrôle turc. En janvier, Raouf Denktash avait déjà menacé d'ouvrir la zone au peuplement après l'annonce de l'achat à la Russie de missiles aériens par le gouvernement chypriote.